Texte de 1998

La culture de l'être
(L'aide à la création, pour un développement culturel durable).

La fonction écologique de la culture, l'art comme écologie de l'esprit.
Les institutions culturelles n'assurent pas dans notre pays, dans nos régions, dans nos villes, un développement culturel durable. Au contraire, elles sont un facteur de perte de culture ou déculturation. Une définition possible de la culture est d'être un lien qui permet de relier les individus à leur environnement naturel (biosphère), artificiel (ville, société de consommation, vie sociale...). En cela, la culture a une fonction écologique primordiale, puisqu'elle permet à chacun de vivre dans son milieu en lui donnant un sens actif, c'est-à-dire lui permettre de percevoir l'extérieur, de l'interpréter, de lui donner du sens. L'art et la culture, productrices aussi de non-sens, de plaisir, de rire, de spiritualité permettent de vivre ces dimensions essentielles de la vie humaine. Ainsi, chacun peut ensuite se situer et donner aussi du sens à ses gestes et à ses pensées quotidiens.
Est écologique sans doute l'idée d'une culture au plus proche de l'individu, avec comme corollaires l'idée d'une diversité culturelle, celle d'une fonction humaine et sociale de l'art, et celle d'une réappropriation de la culture par les individus. Il faut sortir de l'image entretenue par les détracteurs de l'écologie voire par ses défenseurs, que la culture écologique serait une culture « baba cool » pour les rescapés du Larzac, que les écologistes ne seraient capables de penser que sur les arbres ou sur la pollution atmosphérique. Les « raves » dans leur spontanéité et dans leur liberté sont des manifestations écologiques. De même, l'art écologique ne saurait se limiter à l'utilisation des matériaux naturels, ni même à épouser des thèmes écologiques, mais à reprendre l'idée d'une écologie de l'esprit. L'art technologique peut être aussi une forme d'art écologique [1].
Autant les écologistes ont un projet plus global que celui de la défense de l'environnement dans lequel on veut les enfermer, autant leur projet culturel ne se limite pas à la défense des joueurs de biniou.
La culture, comme l'art sont des facteurs d'équilibre individuels et sociaux, et négliger ces facteurs ou pire favoriser le culte de fausses idoles au détriment d'un sens profond, c'est prendre un risque individuel et collectif considérable. Il a fallu déjà dans ce siècle payer un lourd tribu à cette perte de culture. Le fascisme s'est nourri de ce vide de culture, pour proposer un sens à des vies désorientées, à des personnes ayant perdu le lien qui les reliait aux autres et à elles-mêmes.

L'artiste comme interface d'une culture participative.
Créer un développement culturel durable c'est changer la vision de la culture, qui ne serait plus une culture de l'élite pour l'élite et au mieux vulgarisée pour le peuple, mais une culture active vécue par chacun au plus près de lui-même, de sa vie quotidienne, une culture participative.
Nous sommes passés de la culture pour le roi et sa cour, à la culture sélectionnée par des technocrates pour le prestige des politiciens ou pour flatter le peuple. Le développement culturel durable nécessite le changement d'une culture de masse imposée par le haut, à une culture choisie, expérimentée, vécue par chacun, opérationnelle en terme d'action et de concepts.
Les chants et danses des sociétés traditionnelles avaient un sens opérationnel pour relier l'individu au groupe et à la biosphère (saisons, chasses). En quoi la télévision, modèle culturel dominant, et les institutions culturelles, modèle culturel de l'élite, peuvent-elles répondre à l'indispensable quête de sens de l'homme de cette fin de siècle?
Il faut oser briser les tabous de notre civilisation : parler de l'âme, du spirituel, du beau, du corps, de l'émotion... toutes choses dont notre société nie l'existence, qu'elle relègue dans les boîtes ad hoc : livres, églises, sectes, thérapies, chambres à coucher, institutions culturelles... La culture doit sortir des institutions culturelles, balayer cette inculture américanisée (inculture du supermarché, de la télévision) qui est devenue la culture populaire. Il nous faut d'urgence rendre la culture vivante pour chacun, la substituer à cette pseudo-culture de masse. Evidemment, cette culture ne peut plus être décidée d'en haut, elle doit émerger

d'elle-même, même et surtout si cela fait tellement peur à nos élites « cultivées » pour lesquelles la culture populaire n'existe pas : ils ont raison puisque leur fonction est de l'éradiquer, d'empêcher une quelconque émergence de cette culture populaire. Les technocrates de la culture vivent dans l'idée d'une culture pour l'élite, et d'une culture pour le peuple. Aussi bien l'une que l'autre sont des cultures plaquées, sans lien avec la vie. Leur mission n'est pas de rendre chacun libre de ses choix, créatif, responsable, porteur d'idées, mais d'imposer des mots d'ordre et des produits culturels. A cette politique culturelle centralisée, aux quelques centaines d'institutions culturelles, il faut opposer une politique culturelle dont les artistes seraient les premières interfaces, des centaines de milliers d'interfaces, de relais, en attendant que chacun reprenne goût et vie pour sa culture, sa créativité.

Nous ressentons l'urgence de cette transformation, parce que le besoin du beau, du spirituel est lié à l'humain, et qu'à force de nier cette nécessité, et en supprimant les substituts que sont le travail et la consommation, nos contemporains sont tentés par les faux prophètes : Hitler, Mussolini, Berlusconi, Le Pen, qui leur proposent un sens pour leurs vies creuses, une esthétique. D'autres sont tentés par d'autres substituts que sont les drogues, l'alcoolisme...Aux fausses valeurs que leur proposent ces marchands d'illusion, il faut donner à chacun la possibilité de créer un lien entre son esprit et son milieu naturel ou artificiel : appréhender le monde avec son cœur, avec son corps.

Aux centrales nucléaires et aux autoroutes de la culture que sont les institutions, il faut opposer une réhabilitation des chemins de traverse. Les artistes sont ces chemins de traverse, qui pourraient permettre d'irriguer au plus profond du tissu social l'idée et la pratique de l'art, afin que chacun puisse réapprendre quelle culture est la sienne.

Si l'on se réfère aux définitions de l'art et au rôle consigné à la culture dans notre société : faire quelques gribouillis sur un mur de MJC, jouer les standards de Molière ou de Mozart, être assignés à résidence dans les musées, servir de marchandise spéculative dans les galeries... il est alors évident que l'art et la culture peuvent être considérées comme superflues. L'art et la culture n'ont-ils pas d'autres rôles que de décorer ou de distraire : ceux plus profonds, plus implicants, de regarder, de penser et d'agir ? Ne pensez-vous pas qu'une toute autre vision de l'espace public, de l'enseignement, de l'architecture, des rapports sociaux, de la violence, de l'agriculture, des transports... pourraient émerger si au lieu des techniciens, des « spécialistes de la spécialité », des artistes se mêlaient un peu de ces questions ? Que devient le sentiment esthétique quand c'est une petite bourgeoisie fonctionnarisée et étriquée qui a pris le pouvoir dans tous les secteurs de l'activité humaine, y compris dans l'art et la culture ? Alors que l'on croit encore pouvoir sauver l'emploi (alors que le travail n'a plus de sens), par de pitoyables colmatages sociaux, il ne viendrait à personne l'idée d'employer des artistes.

Pourtant un artiste donnant à des jeunes, un autre regard, une autre attitude, serait plus à même de désamorcer leur violence, dans un monde qu'ils trouvent légitimement laid et stupide. L'action positive de création, ne serait-elle pas plus utile que celle, négative, de répression et de contrôle (agents de sécurité, surveillants), affirmée prioritaire. Là encore, l'idée d'une société qui veut parer à l'urgence, remplace l'idée d'une société qui voit loin. Alors que la peur du vide, du temps perdu, angoisse cette société, n'est-il pas temps que l'art apporte le sens esthétique d'un art de vivre ? La culture qu'il faut développer pour cette société du temps libre et du loisir, n'est pas une culture du colmatage d'un temps vide, mais celle de la création du temps et de l'être.

Le dernier rapport sur la ville proclamait « un droit à la beauté pour tous ». Quel beau constat, et quelle belle intention...mais les maigres crédits qui seront alloués aux quartiers, en conséquence de ce rapport, seront en définitive gérés par de petits bureaucrates de HLM. Il en résultera quelques entrées refaites, dont ils auront choisi le carrelage le plus odieux. Ils opteront pour le gris moyen (couleur du consensus). On sera bien loin de « la beauté pour tous ». Qu'en serait-il si des artistes dans le quartier s'en mêlaient ? Où sont les artistes ? Je me demande même si les jeunes fracassant les arrêts de bus, les vitres, taguant les murs des cités, n'ont pas un sens esthétique plus développé que les responsables des HLM.

La culture spectacle et la massification de la culture.

La politique culturelle suivie actuellement consiste à financer des institutions qui sont des gouffres financiers et ne répondent pas à leur mission de développement culturel, elles servent d'alibi politique : « la culture, mais nous y consacrons, nous hommes de progrès des sommes convenables !... ». En effet.

La politique culturelle est aussi marquée par le spectacle (selon la terminologie de Debord). Ainsi les budgets consacrés au théâtre, à la musique et à la danse, sont sans aucune mesure avec les budgets consacrés aux arts dits plastiques, ou aux arts technologiques. Au sein de toutes ces formes d'art, la logique du spectacle l'emporte et modifie toute la production artistique, qui doit devenir facile à consommer, simpliste, et n'a plus aucune épaisseur.

Cette logique du spectacle revêt plusieurs aspects :

1) L'obsession du chiffre et l'effet de masse : la quantité de spectateurs prime sur la qualité des idées. La bonne utilisation des fonds publics se mesure à la quantité de spectateurs. Comme en politique, la démagogie remplace la pédagogie.

2) Le court terme remplace le long terme. La pensée jetable remplace la pensée durable. Les institutions produisent une culture jetable dont les modes ne dépassent pas quelques mois. Le spectateur n'a plus le temps de réfléchir, d'absorber la culture dans l'épaisseur de son être. La culture devient une pluie qui ruisselle, lessive l'esprit mais ne s'infiltre pas. On peut y voir l'effet de la télévision, et de l'ensemble des activités sociales frénétiquement accélérées. L'art et la culture devraient au contraire constituer des invitations à revenir à soi : il faut constater qu'ils sont balayés par le même courant. Les institutions développent une culture zapping, une culture spectacle, une culture de la consommation qui ne laisse pas de trace : une culture de l'avoir. Comment développer au contraire une culture de l'être ? Cette culture de l'être doit s'entendre à la fois de la part du consommateur de la culture, et du producteur (l'artiste), qui doivent être le plus rapprochés possible, et devenir dans l'idéal, la même personne. L'échelle du temps de cette culture de l'être est l'homme lui-même, c'est-à-dire la génération. L'unité de mesure temporelle de ce développement culturel est la vie humaine.

L'échelle spatiale de cette culture de l'être est aussi humain : l'artiste de proximité, l'artiste dans le quartier, l'artiste dans la ville (ce qui ne l'empêche pas d'être sur internet). Si les artistes de base étaient moins étranglés financièrement et socialement, et les artistes officiels moins entourés d'une aura de réussite sociale et de distance (géographique et sociale), l'art dans ses messages les plus essentiels serait plus accessible à tous. L'artiste est actuellement absent de la cité : assigné à résidence dans l'institution.

Les artistes sont aussi des consommateurs potentiels : en leur facilitant une existence sociale minimale, ces artistes pourraient s'investir dans la ville et affirmer d'autres types de consommation, d'autres comportements, prendre la parole. Une architecture médiocre se développe car les artistes ne construisent pas de maisons. Si les artistes en avaient la possibilité, ils pourraient intervenir dans la ville et dans la société. Ils sont sans doute parmi ceux qui veulent une qualité de vie, donc une qualité de ville : des espaces verts, se déplacer en vélo... Les artistes veulent une autre vie que celle réduite au travail et à la consommation.

3) L'obsession de la communication. La culture financée par les fonds publics, au départ pour assurer le développement culturel est devenu un instrument de promotion et de propagande politique. « Ici l'état investit pour votre avenir » (On se croirait dans l'ancien bloc soviétique). On accole sur les « supports de communication » les logos des collectivités territoriales, comme s'il s'agissait de sponsors privés. Toute invitation est une litanie de noms de bienfaiteurs politiques, qui masque le nom de l'artiste. Personne ne rit. L'objectif de développement culturel s'est transformé en objectif publicitaire, avec comme corollaire la médiatisation. Il est plus important de décrocher un article de louanges dans Ouest France ou Nord Eclair que d'emmener le spectateur plus loin que le bout de son nez.

4) La culture d'entreprise. Depuis les années 80, s'est développée l'idée d'industrie culturelle qui, si elle est juste concernant le cinéma (ce qui n'empêche pas la disparition du cinéma français), est totalement pernicieuse concernant le théâtre, les arts plastiques voire la musique. Les fonctionnaires de la culture se croient devenus des entrepreneurs de la culture : ils singent le comportement de l'entreprise, en adoptent le jargon et

les travers, mais avec l'argent public [2].
5) Une culture d'assistés. L'idée de subventionner la culture pour la rendre accessible à tous est en soit animée de bonnes intentions, mais cette culture d'assistés pose un double problème : qui choisit la culture (est-ce le public ou sont-ce les fonctionnaires ?). Y-a-t-il censure, autocensure, manipulation ? Ainsi s'inscrivent profondément en chacun, deux comportements : la passivité dans le rapport à la culture et à l'art, l'idée que l'art et la culture ne valent rien. Une société où l'art et la culture ne valent rien, peut facilement s'en passer. D'autre part, les artistes en font les premiers les frais : les fonctionnaires confortablement salariés, n'hésitent pas à faire travailler les jeunes artistes pour rien, à casser les prix, à appliquer aux artistes un traitement antisocial, niant toutes les règles du contrat social. On verra tel conseiller art plastique estimer trop chère une œuvre unique évaluée à 1000 euros, représentant un mois de mise au point, et surtout seul revenu dans le trimestre d'un artiste, et lui préférer quatre œuvres originales à 150 euros chacune...Comme le contenu des institutions (achats d'œuvres, expositions...) est indifférent, on ne s'étonne pas que les institutions dépensent des fortunes pour leur fonctionnement, mais exposent indifféremment, tel ou tel artiste bienheureux de trouver un lieu pour se montrer, puisqu'après tout, les contenus artistiques se valent. On ne s'étonnera plus alors que cette politique génère un art insipide.

L'instrumentalisation politique de la culture, évitement et censure.
Les FRAC achètent des œuvres d'artistes américains ou de stars parisiennes à des galeries parisiennes. Les galeries régionales ne peuvent se développer, ni envisager une quelconque politique prospective en faveur des nouvelles formes d'expression, ou de nouveaux artistes. Les artistes présentés dans les collections du FRAC, ne créent aucun sens pour les citoyens qui les financent. J'ai été stupéfait par une exposition d'un FRAC qui montrait des photos des rues du Middle-West. En quoi les rues du Middle-West nous concernent-elles ? Les artistes américains et parisiens ne peuvent soulever tel ou tel problème que se posent au quotidien les citoyens d'une région. Vont-ils nous parler d'Eurotunnel, de la pollution à Lille, de la violence qui gronde dans nos quartiers ? Un artiste qui oserait créer une œuvre sur La Hague à Cherbourg, comme je l'ai fait, n'a plus aucune chance d'y exposer. Pourtant indépendamment de toute opinion sur le nucléaire, c'est ce qui imprègne le plus cette ville, alors pourquoi ne pas l'exprimer ? Doit-on considérer que ces artistes sont des modèles ?
Ne faut-il pas voir en cela une stratégie d'évitement : les responsables des FRAC, sous la férule des hommes politiques régionaux, ne prendront jamais le moindre risque, comme celui de montrer des artistes portant un regard critique sur la société, sur la ville, ni même des artistes n'ayant pas une vision convenue du monde. Les politiciens se sentent des âmes de protecteur des arts, à condition que le regard n'aille pas au-delà de la critique convenue, et si possible portée sur les rues de New York... « Ah, une belle œuvre sur la guerre en Bosnie ! ». Une véritable censure est à l'œuvre quand le choix des œuvres se tourne exclusivement hors du lieu de vie et du présent.
Ne serait-il pas logique de financer aussi des artistes vivants, plutôt qu'exclusivement et en priorité le spectacle nostalgique d'une culture passée ? Un opéra baroque ne risque pas de déranger Landerneau. Non que j'apprécie le plaisir certain de cette forme d'art du passé, mais en quoi ce divertissement royal peut-il faire sens au quotidien, d'autant que c'en est plus la forme qui nous charme, que le fond (la permanence des sentiments humains) largement brouillé et indécryptable.
Les collections du FRAC dans les régions suivent la même politique : constituer des collections pour l'état, comme on constituait des collections pour le roi. Des commissions de fonctionnaires sélectionnent des œuvres d'artistes consensuellement en vogue qui rempliront les caves des musées de demain, tant on sait depuis longtemps que l'art officiel n'est pas l'art véritable. Ouvrez une gazette de l'art officiel des années 20 ou des années 50 : les artistes qui y occupent toute la place nous sont déjà totalement inconnus. Les sommes engouffrées dans les institutions culturelles n'atteignent pas le but que les politiciens lui donnent officiellement : constituer des collections du peuple, cultiver le peuple. Les institutions ont donc une fonction toute autre que celle d'assurer un développement culturel : quelle fonction ? Evitement ? Brouillage du sens ? Alibi ?

Evidemment, vous pouvez compter sur les fonctionnaires de la culture, ou sur les critiques d'art, financés directement ou indirectement par les institutions, pour nier ces évidences.
Pourtant il ne faudrait pas tomber dans un excès inverse : celui de supprimer les traces du passé culturel, et refuser les apports d'artistes étrangers au contexte local. Il faut un équilibre en tout, mais la disparition de l'aide à la création crée un déséquilibre important.
Il est vrai que l'art n'est pas non plus assigné à produire du sens, à avoir une fonction déterminée : il est polysémique, et il ne saurait s'agir de repousser un art non porteur de sens ou de fonction. Mais l'art doit être défini par les artistes et non par les fonctionnaires de la culture. Le paradoxe est qu'il est devenu un instrument de l'absence de sens et de valeur.
Or le grave problème de notre société est un problème de valeurs : le micro-milieu de la culture reproduit en les amplifiant les modèles sociaux catastrophiques de notre société. Une structure qui met à son sommet, qui rassemble les faisceaux sur les plus consensuels, les plus insipides, les plus malins... hissés au plus haut par leurs relations politiques, alors qu'ils sont des artistes médiocres. On ne peut même pas parler dans le milieu culturel de structure pyramidale, puisqu'il nous faut constater qu'il n'y a pas de place pour des artistes intermédiaires : il n'y a pas de possibilités pour les artistes de vivre décemment en région. Il y a des artistes phares, et en dessous des artistes RMIstes, contraints soit à l'amateurisme, soit à renoncer à leur engagement. Depuis dix ans que j'enseigne dans une école d'art, malgré la qualité certaine des artistes que nous avons formés, aucun ne vit comme artiste dans la région... Un ou deux sont artistes à Paris, mais presque tous ont dû renoncer à l'être. Pourtant leurs travaux parlaient à un niveau ou un autre de leur région, de leur quartier, de leur époque ; ils auraient fait sens à l'homme de la rue, auraient irrigué son esprit de nouvelles valeurs. Tous ces vecteurs d'une culture immergée dans son tissu social disparaissent sans avoir existé.
La sélection d'une élite de l'art est assimilable au même processus que la sélection des pommes Golden pour les supermarchés : une réduction à minima des goûts, des messages, des vecteurs du sens, et une perte d'identité. Il n'est pas étonnant que les expositions d'art contemporain soient devenues aussi ennuyeuses que des allées de supermarché.

Développement culturel durable et postmodernité.
Il ne peut y avoir de développement durable sans un développement culturel durable. Le développement durable nécessite un changement culturel, une autre vision du monde, d'autres relations sociales. La question du développement culturel durable, comme toute question relative au développement durable soulève la question de la démocratie. Quels modèles mentaux souhaitons-nous développer ? L'idée d'une culture créée et vécue par chacun, interactive et vivante, ou celle d'une culture imposée, plaquée, morte? L'idée d'une culture du sens, de la valeur de l'individu ou celle d'une culture de prestige et de surface ? L'idée d'une culture démocratique, ou l'idée d'une culture technocratique ? L'idée d'une culture de masse, centralisée, ou l'idée d'une culture individuelle et décentralisée ? L'idée d'une culture de la consommation rapide, passive et monolithique, ou celle d'une pensée durable, responsable et complexe ?
A la politique de droite qui supprime les crédits de la culture, à celle de la gauche qui finance une culture officielle à des fins politiques, il nous faut opposer une nouvelle culture de la culture. L'idée d'une culture distribuée est une vision postmoderne de la culture, qui ne saurait rester sur les idées modernes de mots d'ordre, d'idéologie véhiculée par la culture, de centralisme culturel, mais au contraire s'élaborer dans des modèles individualisés et complexes.

Une économie distribuée de la culture.
Outre le problème de la perte du sens et des valeurs, il y a un non-sens économique dans la politique culturelle menée. Les politiciens si prompts à défendre l'emploi devraient appliquer à la culture des règles de réalisme que tout gestionnaire de l'argent public devrait faire siennes. Une évidence : l'art est un emploi, un emploi de proximité, pas plus inutile que les emplois de proximité de l'actuel gouvernement et ayant la même fonction économique. Si j'ai pu devenir artiste et réaliser à la fin des années 80 un certain nombre de

projets artistiques en région, c'est grâce à l'aide à la création insufflée par la gauche, dans un tissu artistique peu dense ; ce tissu s'est densifié puis sans doute clarifié, épousant la courbe des aides à la création. Cette aide est maintenant tellement réduite qu'elle est inaccessible : l'argent de la culture va aux institutions qui l'utilisent avec une inefficacité remarquable. L'art n'existe plus en dehors des institutions : contrôlé, policé, censuré, bien propre... il ne dit plus rien, au mieux il sert de discours alibi à une gauche des beaux quartiers. On pourrait donner comme exemple le Centre Pompidou qui collectionne des œuvres de Hans Haacke coûtant chacune plus d'un million de francs (150 000 euros), pour dénoncer l'apartheid...facile : loin. Seulement ne serait-il pas plus efficace de lutter dans les quartiers contre le racisme, en construisant un antiracisme qui ne soit pas une façade? La meilleure façon de lutter contre le racisme est de laisser émerger des artistes et des cultures mixtes.

Je propose deux chiffres simples, tirés de treize ans d'expérience de création en région : un artiste pourrait survivre avec 10 000 euros de revenus par an et aurait besoin pour créer de 10 000 euros supplémentaires. Avec 20 000 euros par an, on arriverait à financer un artiste dans une véritable dynamique de création. Les années fastes m'ayant permis de créer des grands projets comme Ozone (bourse de la Villa Médicis hors les murs), Thaon / New York (transmission par satellite),... sont des années à 20 000 euros. Les années sans création, ou années de résistance sont des années à 10 000 euros, ce qui veut dire, une fois les frais professionnels retirés (3000 à 5000 euros), que les artistes régionaux en « phase de résistance » sont des RMIstes, mais que cette situation ne leur permet pas de créer des œuvres importantes. Connaissez-vous des artistes plasticiens touchant le chômage (concept inexistant chez les artistes !) ou des jours de maladie ? [3].

Examinons à l'aune de cette unité de mesure simple, 15 000 euros, l'année-artiste, deux budgets dépensés en région. Un pont sur une quatre voies, entre Bayeux et Caen, a coûté 22 000 000 francs (3 360 000 euros). Ce pont parfaitement inutile a été construit pour faire gagner quelques minutes à quelques habitants, mais surtout pour remplir les poches des ingénieurs de la DDE et des entrepreneurs du bâtiment. Ce pont aurait pu financer 220 années-artistes. Disons qu'une carrière d'artiste dure 50 ans, avec un simple pont d'autoroute qui a défiguré tout le paysage environnant on aurait pu financer la vie entière de quatre artistes importants. Prenons le salaire d'un chef d'orchestre national de région : 15 000 euros par mois (si ce n'est plus). Avec ce salaire 12 artistes pourraient irriguer le tissu social d'une région. Prenons le budget moyen d'un orchestre national de région : 30 000 000 d'euros, soient 2 000 années artistes, de quoi financer chaque année 2000 artistes. Combien de personnes vivent d'un orchestre régional ? Une centaine ? L'efficience sociale d'un strict point de vue quantitatif est 20 fois plus élevée dans l'aide à la création que dans l'aide aux institutions. Et quel fantastique développement culturel assureraient seulement 100 artistes indépendants d'une région, quelle que soit leur forme d'art.

Examinons maintenant un petit centre d'art contemporain. Celui-ci situé dans un centre commercial pour pouvoir soi-disant toucher le peuple (optant encore pour la massification contre l' individuation de la culture), paie un loyer annuel de 150 000 euros. Si l'on ajoute à ce loyer, les salaires de son directeur, secrétaires, gardiens, et les autres frais de fonctionnement, nous approchons sans doute les deux millions, pourtant ce centre d'Art, ne montre que quelques expositions poussives, sans budget : pas d'argent pour les artistes qui exposent, ni pour l'exposition. On y convoque quelques jeunes artistes acceptant ces conditions, faute de pouvoir exposer ailleurs. Combien d'expositions et d'œuvres produiraient les 20 artistes que ces 300 000 euros pourraient faire vivre et produire dans tous les lieux possibles de la région et du pays, voire à l'étranger : entre 20 à 40 par an ! On retrouve les mêmes cœfficients d'inefficacité des institutions : 20 fois moins d'emplois, 20 fois moins d'actions que les artistes.

Prenons maintenant un centre d'art plus prestigieux, dont le budget de fonctionnement serait de 5 millions d'euros par an. Avec ce budget, on pourrait financer 300 artistes en région, au lieu de montrer quelques expositions de gloires éphémères de l'art contemporain. Entre l'émergence (la culture) de 300 intellectuels en région, et la consommation passive de quelques œuvres d'artistes en vogue, ou tout simplement d'amis artistes, comment se fait-il que l'on choisisse la deuxième solution ?

Expliquez-moi une telle aberration : de quelle vision totalement pervertie de la culture procède-t-elle ? Qu'il

y aurait une supériorité de la culture de certains? Que l'art appartient seulement à une élite ? Que pensent nos concitoyens de financer un spectacle culturel fait pour le plaisir des fonctionnaires de la culture ? On s'étonnera ensuite de l'aversion profonde des citoyens pour la culture, car c'est une culture imposée, extérieure à leurs vies et à leurs préoccupations.
Le système culturel actuel est basé sur l'idée d'une culture de la spécialisation, de la fragmentation des savoirs et des fonctions dans notre société, d'une culture de la hiérarchie et de l'esprit de compétition, mais aussi d'une volonté de contrôle de quelques-uns renforcée par la paresse et la passivité des autres. Les institutions culturelles sont conçues en terme de prestige pour les hommes politiques et non en vue d'un développement culturel durable. A l'idée d'une culture du spectacle, d'une culture de la passivité, il faut substituer celle de l'action et de la création individuelle. À la culture de la hiérarchie et de la compétition, il faut substituer une culture de la coopération, et l'idée que tout individu peut apporter quelque chose aux autres. On finance actuellement une pseudo-culture de masse digérée, sans valeur et sans sens, au lieu de faire confiance à la qualité intrinsèque de chaque individu, à sa capacité de créer, d'apprendre, d'évoluer, de choisir, de s'engager. A l'idée d'une culture de l'œil, du point de vue, issue de la Renaissance et qui trouve son aboutissement dans la société de consommation, il faut substituer une culture de l'être, une culture de la participation : l'homme acteur de sa propre culture, en interaction avec ce qui l'entoure.
On pourrait établir aussi d'autres parallèles entre l'économie culturelle et d'autres secteurs d'activités, et comprendre que les politiques menées visent à la subvention des produits culturels au lieu de la subvention aux individus. Le subventionnement des produits agricoles contre celui des agriculteurs eux-mêmes a conduit à une industrialisation massive de l'agriculture. Les subventions, aides publiques qui sont au départ un modèle de péréquation entre les individus, sont devenues dans l'agriculture une aide aux plus riches et aux moins scrupuleux, avec pour conséquences perte de qualité des produits et de qualité de vie des individus, pollution, chômage, désertification…La politique culturelle suit le même schéma, avec des conséquences identiques.
Les politiques publiques actuelles optent majoritairement pour des crédits d'investissement et de création d'institution, plutôt que pour des crédits de fonctionnement (aide à la création ou aide aux porteurs de petits projets culturels). Il est plus prestigieux pour un homme politique d'afficher son soutien à la culture, par l'ouverture pendant son mandat d'un théatre municipal ou d'une institution, que de défendre l'aide aux artistes. L'aide à la création serait-elle seulement populaire sans une profonde pédagogie?

Une régionalisation sans contre-pouvoirs régionaux.
Malgré les discours sur le « développement culturel », en fait les politiciens régionaux ne veulent pas d'intellectuels en région. Ils ne veulent pas d'émergence d'un contre-pouvoir qui pourrait critiquer des choix politiques, que ceux-ci concernent la culture ou d'autres domaines de la vie publique. Le développement culturel actuel est une forme de censure. Les intellectuels sont, à de rares exceptions près, à Paris et ils se moquent de ce qui se passe en province. Pourtant la décentralisation a augmenté considérablement le pouvoir des notables locaux, sans qu'une fonction de conseil ou de critique exercée par les intellectuels n'ait pu émerger.
Il y aura toujours de grands artistes et des artistes médiocres. Le système actuel, tout en submergeant le public d'une culture prédigérée, étrangle les meilleurs artistes, et promeut les artistes médiocres. Les artistes qui réussissent sont ceux qui passent le plus de temps dans un travail de relations publiques et dans un art facile à lire. Ces artistes faciles à lire, sont obligés de courir d'exposition en exposition, en ânonnant toujours la même recette... Il y a toujours un temps de décalage d'acceptation d'un travail novateur et profond. Un artiste important ne peut qu'être en décalage par rapport à son époque. Rembrandt, Van Gogh, Mozart, Manet,...en sont un témoignage, la société s'est toujours trompée sur la valeur de l'art. Les artistes qu'elle a choisis comme artistes officiels sont rarement ceux qui ont bousculé les codes. Malgré l'apparente agitation culturelle, les maigres aides à la création dont le montant est marginal, le problème des grands artistes reste

le même. Il est même accentué par cette culture zapping qui est l'opposé d'une certaine épaisseur, de la profondeur liée à l'art. On doit constater que ce sont les artistes les plus médiocres qui sont les artistes officiels. L'aide aux institutions et aux artistes officiels, qui consiste à commander des œuvres qui empliront les caves des musées une fois la mode passée, est donc une perte d'argent. D'autre part les intérêts commerciaux sont de plus en plus importants derrière l'art : les galeristes, ou les maisons de disques lancent des artistes comme des lessives. L'art est une marchandise spéculative. On ne voit pas pourquoi les financements publics contribueraient à enrichir les galeries, ou les autres circuits privés de l'art. Ce problème est aussi accentué par les conditions de la création contemporaine, qui nécessite du matériel (ordinateur, synthétiseurs, fax...) et des matériaux coûteux. D'autre part, les nouvelles formes d'art, l'art technologique, l'art vidéo, l'art d'intervention sociale, l'installation... ne produisent pas d'objets vendables, et leur développement est freiné par l'absence de revenus pour les artistes pratiquant ces nouvelles formes d'art.

L'aide à la création : réaliste ou utopique ?

Une aide minimale à la création, telle que je la propose outre son intérêt à court terme déjà démontré, aurait donc un intérêt à long terme pour le pays et pour l'humanité : celui d'alimenter le vivier des meilleurs artistes qui sont les artistes les moins superficiels. Celui aussi de faire vivre un nombre beaucoup plus important d'artistes avec comme corollaire, un art plus diversifié, et plus distribué dans le tissu social. Celui enfin d'être une adaptation du financement de l'art à la réalité de l'art technologique, qui sera l'art du XXIème siècle. Rien n'empêche les artistes à succès de gagner plus d'argent dans le secteur privé (collectionneurs, marché du disque, salles de spectacle...). Rien n'empêche non plus à un artiste d'avoir des phases de succès médiatiques et des phases d'approfondissement.

Je ne prétends pas non plus qu'il faudrait, du jour au lendemain, faire disparaître les formes culturelles des siècles passés, ni même croire que le peuple est capable de produire de la culture, alors que sa culture a été arasée pendant des siècles, je dis que les artistes, distribués au plus près du tissu social, sont les plus à même d'accompagner les mutations culturelles en cours et à venir. Alors que l'on ne m'oppose pas tel ou tel type de culture plaquée, ses lacunes et ses performances : la mode Hip Hop est-elle issue de nos quartiers ou de l'Amérique et à ce titre n'est-elle pas une culture préfabriquée ? Nous ne savons pas quel type de culture émergerait : elle serait sans aucun doute diversifiée ; bio-diversifiée, organique. Rien à voir avec les cultures stéréotypées qui nous sont imposées : une culture pour l'élite et une culture pour les autres. De surprenants mélanges entre culture populaire et art verraient sûrement le jour.

J'esquisse maintenant quelques propositions des plus utopiques aux plus réalistes permettant de mettre en œuvre ce développement culturel durable.

La première est de redonner une véritable ampleur à l'aide à la création, qui a été esquissée au début des années 80. On se demande pourquoi cette idée a été si vite abandonnée. La dérive des coûts des institutions y est sans doute pour une bonne part. Les organismes d'état ont une fâcheuse tendance à la boulimie et à l'excroissance. Réduisons seulement de 10 % les budgets consacrés aux institutions et redistribuons cet argent pour l'aide à la création. Les créations des institutions seront moins fastueuses, le gaspillage de ces institutions réduit, quelques nantis voire parasites du système seront peut-être sacrifiés pour voir émerger de nouveaux talents, mais combien d'artistes fleuriront, combien d'idées nouvelles émergeront, combien d'emplois nouveaux seront créés ? Outre la mauvaise graisse des institutions culturelles, il serait temps de remettre à plat les gabegies financières d'autres budgets, en particulier celles des grands travaux routiers et autoroutiers, celles de la production centralisée d'énergie, celles des budgets militaires... Mais symboliquement il est essentiel de penser aussi la culture autrement.

Il y a un non-sens typique lié à l'étatisation de la culture : dès que l'état affirme vouloir réduire son train de vie (on l'a vu lors de la guerre du Golfe, ou à chaque fois que la droite revient aux affaires), ce sont les artistes qui sont les premières victimes expiatoires. Sans doute parce que les artistes ne bloquent pas les routes, mais aussi parce que leur chômage n'est pas comptabilisé. Incapable de « dégraisser les mammouths », l'état décide de « dégraisser les souris » : petites institutions, artistes... Or si dégraisser les mammouths ne

provoque pas ou peu de chômage, mais une réduction du train de vie des institutions, dégraisser les souris ne rapporte pas grand chose mais met de fait les artistes au chômage. Les fonctionnaires de la culture parlent de « crédits fléchés », c'est-à-dire que quoiqu'il arrive, on ne diminue pas les crédits des institutions.
Poussons à l'extrême notre utopie. Pas d'institutions pré-décidées, mais des artistes autonomes : des milliers d'artistes ou acteurs culturels autonomes disposant de 15 000 euros par an chacun. Chacun serait libre de créer seul ou de s'associer. Certains s'associeront pour créer un opéra. Le spectacle vivant serait régénéré par cette vision démocratique et partagée de la culture. D'autres préféreront jouer en quartette. D'autres élaboreront un projet pour leur quartier. Certains opteront pour la pédagogie une année, puis l'année suivante pour un projet personnel.

Transparence.
Comment dans un tel système décider qui est artiste et qui ne l'est pas ? Comment ne pas risquer que les artistes ne travaillent plus, tant cette peur doit habiter les citoyens : payer des gens à ne rien faire, bien qu'ils le fassent déjà avec le chômage. On ne peut échapper sans doute à des commissions, mais au lieu du club fermé de fonctionnaires, dont les pratiques sont opaques et non démocratiques, on pourrait très bien avoir des commissions renouvelées chaque année, constituées par des artistes choisis au hasard dans chaque discipline. Les décisions dans les commissions prétendument démocratiques sont largement prises sous la pression des fonctionnaires du Ministère de la Culture. Certains conseillers en arts plastiques font pression pour que les artistes qu'ils ont sélectionnés, et seulement ceux-là exposent ; sur quels critères, on ne le saura pas : copinage, affinités politiques, censure... Ils ne donnent leurs subventions aux lieux d'exposition qu'en échange d'un droit de regard sur la programmation et imposent ainsi leur sélection, mâtinée d'une sélection des fonctionnaires parisiens. Outre la raréfaction des subventions, la complexification des procédures d'attribution des subventions les rend inaccessibles aux artistes. Les artistes « plasticiens » ne peuvent que rêver d'obtenir une bourse d'aide à la création, et cela est tellement difficile à obtenir qu'ils ne peuvent en avoir qu'une dans leur vie (en étant bien sages), cela pour un montant ridicule (2 000 euros en moyenne en région) : sérieusement vous voulez faire vivre des artistes avec cela ? Le système de financement centralisé de la culture est tellement absurde, qu'il est plus facile à une institution d'obtenir 150 000 euros pour combler un déficit, que pour un artiste d'obtenir seulement 1 500 euros pour un projet. Le jeu complexe des financements croisés donne un pouvoir exorbitant aux représentants du ministère de la culture dans les régions, sur lesquels aucun contrôle démocratique n'est exercé : un conseiller art plastique du Ministère de la Culture peut à lui seul empêcher l'existence d'un artiste dans une région. Il a plus un rôle de commissaire politique, dont les cadres de référence sont ceux des partis qui les ont mis en place. Le système actuel est d'ailleurs de la plus belle hypocrisie : on finance la culture pour mieux l'éradiquer, et les artistes vivent dans un système qui s'apparente à la loi de la jungle, où les règles ne sont pas claires, transparentes, car les décisions dépendent du fonctionnaire culturel. Le fait du prince, est devenu le fait du fonctionnaire. Le système culturel actuel est féodal et antidémocratique.

Une autre philosophie de la culture
Les idées défendues dans ce texte pourront paraître paradoxales. Nous critiquons en effet l'étatisation de la culture, non pas pour demander moins de moyens pour la culture, mais pour demander une autre logique dans l'utilisation des fonds publics, un autre fonctionnement du Ministère de la Culture vers plus de démocratie et de transparence, moins de centralisme. L'aide de l'état doit s'envisager non plus comme une aide aux institutions créées et gérées de manière centralisatrice, mais comme une aide directe aux acteurs les plus décentralisés de la culture : les artistes. Cela pour des raisons de justice sociale, d'efficience de la production artistique, mais aussi pour des raisons démocratiques. Un financement direct des artistes en région serait le meilleur moyen d'amortir les effets d'une régionalisation indispensable, mais catastrophique à court terme faute de contre-pouvoirs, et à cause d'un déficit culturel et démocratique. Une régionalisation sans changement d'esprit, n'est qu'un changement d'échelle de la centralisation.

L'aide à la création, tendant vers un revenu minimum artistique, ne doit pas devenir une fonctionnarisation des artistes, mais se faire en multipliant, pour les artistes, les opportunités de financement de leurs créations [4]. Ce rééquilibrage est fort simple à obtenir, puiqu'il suffit de financer moins les institutions et de financer plus l'aide à la création. Le contrôle politique de l'art et la censure douce de la culture doivent céder la place à un contrôle de leur financement par les artistes eux-mêmes. Cette philosophie de l'action culturelle remet en cause l'idée d'une hiérarchie des artistes et des formes d'art, et affirme haut et fort le rôle de l'artiste, la nécessité de le financer à minima sur les fonds publics. En cela, elle nécessite de faire évoluer des idées reçues sur l'art et la culture, qui viennent d'une vision d'un monde en train de s'écrouler.

Notes :

1 - BARRON Stéphan, Art Planétaire et romantisme techno-écologique, Thèse de doctorat sous la direction d'Edmond Couchot, Université Paris VIII, 1997

2 - cf. MICHAUD Yves, L'artiste et les commissaires, Ed. Jacqueline Chambon, Nîmes, 1989

3 - Des chiffres similaires sont repris dans le livre de Raymonde MOULIN, L'artiste, l'institution et le marché, Ed. Champs Flammarion, Paris, 1992, reéd. 1997.

4 - L'affaire récente des intermittents du spectacle donne à ce texte de 1998 un éclairage particulier. Sous le masque de réparer des abus, il s'agit d'une agression contre la culture, avec des présupposés idéologiques contre les artistes. Ces artistes de la sphère du spectacle vivant, au statut intermédiaire et modeste, assurent dans la société un rôle d'une culture et d'un art « de proximité ». Le statut des artistes plasticiens est encore plus incertain que celui des artistes du spectacle vivant.